



La goutte qui fera déborder le vase !

" Les arbres ne montent jamais jusqu'au ciel " - Keynes.

Le modèle de croissance des enjeux hippiques basé sur une augmentation de l'offre a atteint ses limites et dans un contexte économique déprimé, les enjeux du PMU sur les paris hippiques stagnent, voire régressent.

Dans le même temps, l'insécurité réglementaire et financière grandit (contentieux entre l'Autorité de la Concurrence et le PMU, incertitude sur la taxe affectée, passage au taux de TVA normal de l'activité des équidés, limitation du montant des transactions en espèces – Tracfin).

Dans ce contexte, le résultat net du PMU (part des enjeux revenant aux sociétés de courses pour financer leur activité) qui était de 876 millions d'euros en 2011, a été ramené à 865 millions d'euros pour 2012 et il s'établirait à 852 millions d'euros en 2013, soit une baisse de 24 millions des ressources pour les sociétés de courses. Pendant ce temps, la part de prélèvements fiscaux sur les enjeux revenant à l'Etat augmente !

« La guerre ! C'est une chose trop grave pour la confier à des militaires » - Georges Clemenceau - Et l'avenir des courses, à qui doit-on le confier ?

Le PMU, dans son plan stratégique à l'horizon 2020 prévoit de reverser 1 milliard d'euros de résultat net aux sociétés de courses, mais il oublie, dans son discours lénifiant, d'indiquer qu'avant d'atteindre cet objectif, les ressources des sociétés devraient encore baisser de 60 millions d'euros (soit 30 millions de recettes en moins pour France Galop) sur les années 2014, 2015, voire 2016. En outre, cet objectif de croissance ne sera atteint qu'au prix d'investissements importants, payés par les sociétés mères.

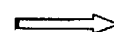
Il va sans dire que dans ce contexte et à un niveau de charges constant, les résultats de France Galop devraient être négatifs pour les prochaines années.

Et c'est là que le bât blesse ! Qui va payer ? Les avis divergent, les tensions arrivent !

Face à ces incertitudes et dans l'optique d'une réduction des charges de France Galop – autres que les encouragements à l'élevage - le Président et son Conseil d'administration ont pris des mesures d'économies qui se sont traduites, dans le budget 2013, par la réduction de 5 % des dépenses de fonctionnement, la baisse de la masse salariale, le gel des effectifs et l'augmentation de 1 % des encouragements à l'élevage, etc.

Pour nombre d'administrateurs, les tenants d'un libéralisme aveugle, il est hors de question que les encouragements n'augmentent pas et, pour ces messieurs, un seul impératif, créer un « choc de compétitivité », synonyme pour eux d'une réduction drastique des charges de fonctionnement, des effectifs et de précarité pour les salariés. Pour abonder dans leur sens, le Président a annoncé devant le Comité de France Galop, une intensification des mesures d'économies et la volonté d'engager d'importantes réformes portant notamment sur :

- Une intensification des mesures d'économies sur le fonctionnement de France Galop ;
- Les Allocations de Retraite Supplémentaire (ARS - ORPESC) ;
- Le PMH, le GTHP, L'AFASEC ;



- La mise en commun de moyens avec le Cheval Français (informatique, communication, etc.).

Dans ce contexte, le Conseil économique et social (*structure mise en place par le Président pour faire plaisir à ses membres et qui est une calamité*) ne veut pas être en reste dans la surenchère. Dans ses premières propositions sur l'avenir du centre d'entraînement de Maisons-Laffitte, il y a certes des mesures de développement pour le centre, mais également une réduction des surfaces d'entraînement, une organisation du travail plus flexible avec pour conséquences la réduction des heures supplémentaires, des effectifs et une plus grande pénibilité du travail pour les salariés.

D'autres études seront menées sur l'AFASEC, sur le fonctionnement du « Nouveau Longchamp », avec pour seul leitmotiv : la réduction des coûts ; et après..., à qui le tour ?

Le Président Rothschild disait : « lorsque l'on parle plan d'économies, cela démotive le personnel », l'actuel président devrait s'en inspirer et faire sienne cette sagesse, il n'en prend pas le chemin et se montre sourd à tous les avertissements qui lui sont formulés ! Oui, vous devez offrir à France Galop d'autres perspectives que du sang, de la peine, des larmes et de la sueur.

"Mieux vaut prendre le changement par la main avant qu'il ne nous prenne par la gorge" - Winston Churchill.

Que les choses soient claires, il ne s'agit pas pour nous de nier une réalité économique, que des économies soient réalisées sur les achats (en regroupant les gros achats notamment), les travaux (en les planifiant mieux par exemple), sur d'autres postes, pourquoi pas ! Cela fera râler, mais c'est un faible prix à payer !

Mais attention, vous devrez être extrêmement vigilant sur la maîtrise des coûts du nouveau Longchamp.

Mais attention, ces économies devront être partagées, elles ne devront pas épargner quelques privilégiés, vous devrez faire arrêter les interventions du personnel de France Galop sur des structures privées (chez les entraîneurs notamment), vous devrez faire cesser les passe-droits.

Mais attention, ces économies ne devront pas toucher la qualité de nos installations et infrastructures, dégrader nos hippodromes, centres d'entraînement et siège, amputer l'avenir.

Mais attention, ces économies devront se faire dans le respect des conventions collectives et ne devront pas détériorer les conditions de travail, ni affecter la santé et la sécurité des salariés.

France Galop a accumulé des réserves financières conséquentes, elles devraient permettre d'absorber les pertes annoncées et d'attendre un retour à meilleure fortune.

« Il y a une manière de contribuer au changement, c'est de ne pas se résigner ». (Ernesto Sabato)

Et puis, au risque de vous décevoir, il n'est pas question que vous touchiez aux conventions collectives, aux effectifs, aux salaires, aux ARS, etc. Il ne saurait être question d'un quelconque rapprochement avec le Cheval Français. Il ne saurait non plus être question de négociations, sous la pression et pour faire plaisir au Conseil économique et social où à toute autre instance.

Vous vous montrez sourds à nos propos, mais sachez que nous entrons maintenant dans une phase d'actions - symboliques dans un premier temps, comme le refus des délégués syndicaux centraux de rencontrer Monsieur Monzat, puis comme celle d'aujourd'hui - et si cela devait s'avérer nécessaire, dans des actions plus marquantes. Vous êtes et vous seriez les seuls responsables d'une détérioration des relations sociales !

Le vase est plein, n'ajoutez pas la goutte qui le fera déborder !

« Là où croît le péril, croît aussi ce qui sauve » - Hölderlin.